

doc.VEILLE

Bulletin de veille webographique

Décembre, 2011

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IREC.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IREC.



Rapport sur le développement humain 2011 : Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2011

Source : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Complete.pdf

Tags: Société | Développement humain | Durabilité | Équité |

Le présent rapport met en exergue le lien de causalité entre la dégradation de l'environnement et l'amplification des inégalités sociales.

Le rapport souligne que l'Indice de Développement Humain (IDH) mondial a progressé de 18% entre 1990 et 2010. Toutefois, cette progression masque des disparités importantes entre pays et n'a pas favorisé une atténuation conséquente des inégalités socioéconomiques au sein de plusieurs pays.

Le rapport a fait ressortir la corrélation entre un IDH élevé et un taux important des émissions de Gaz à effet de serre (GES) par habitant. Ces émissions sont, en moyenne, 30 fois supérieures aux émissions carboniques dans les pays à IDH faible. Ainsi, les progrès récents de l'IDH mondial se seraient réalisés au prix du réchauffement climatique de la planète.

Dans ce sens, la dégradation de l'environnement pourrait, d'ici à 2050, entraîner une hausse importante des prix des denrées alimentaires, estimée entre 30% à 50%, menaçant ainsi 1,3 milliard de personnes dépendant de l'agriculture et de la pêche.

Les progrès récents de l'IDH mondial se seraient réalisés au prix du réchauffement climatique de la planète.

D'un point de vue régional, hormis l'Amérique latine, les inégalités sociales se sont creusées davantage en Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'accès aux services de santé, alors qu'en Asie du Sud l'accès aux services de l'éducation souffre de plusieurs entraves.

En termes de perspectives, le rapport met en relief trois scénarios d'évolution de l'IDH à l'horizon 2050 :

- *Le scénario tendanciel* : l'IDH augmenterait de 19%, tiré notamment par le rattrapage économique et social dans les pays de l'Afrique subsaharienne.
- *Le scénario « Défi économique »* : la dégradation des conditions environnementales à l'échelle mondiale, en lien avec la lenteur de l'effort mondial en matière d'atténuation, entraînerait une baisse de l'IDH de 8% par rapport au niveau tendanciel.
- *Le scénario « Catastrophe écologique »* : la consommation effrénée des ressources naturelles de la planète, sous l'effet de l'accélération du rythme de la croissance économique mondiale, se traduirait, d'ici à 2050, par un repli de l'IDH de 15% par rapport au niveau tendanciel.



La pauvreté et l'inégalité en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie Banque Africaine de Développement (BAD), 2011

Source : <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/North%20Africa%20Poverty%20Fran%20C3%A7ais%20ok%20North%20Africa%20Quarterly%20Analytical.pdf>

Tags: Société | Pauvreté | Inégalité | Maroc | Tunisie | Mauritanie |

Le faible taux de pauvreté absolue, considéré comme un indicateur de la cohésion sociale, reflète en général la fiabilité du modèle de développement poursuivi par un pays. Cependant, en Afrique du Nord, l'infléchissement du taux de la pauvreté cache des disparités aussi bien à l'intérieur de chaque pays qu'entre les pays de cette région. Cette situation est attribuable principalement à la répartition inégale des fruits de la croissance économique, ce qui alimente l'insécurité et l'exclusion sociale.

Cette étude élaborée par la Banque Africaine de Développement (BAD) examine les incidences de la répartition inégale des fruits de la croissance sur l'évolution du niveau de pauvreté dans trois pays maghrébins, en l'occurrence le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie.

Si en principe la croissance économique joue un rôle déterminant en matière d'accélération du développement et de réduction de la pauvreté, les expériences accumulées dans les trois pays considérés ont démontré que la croissance ne peut garantir à elle seule un développement inclusif en faveur des populations pauvres.

Compte tenu de l'écart de développement entre les grandes régions défavorisées et les régions prospères en Afrique du Nord, le rythme de réduction de la pauvreté et d'atténuation de l'exclusion sociale, quoique dans des proportions différenciées selon les pays concernés, ne semble pas être suffisamment soutenu pour réduire les inégalités sociales et spatiales. Pour preuve, Les mouvements de contestation populaires qui ont ravagé la Tunisie à titre d'illustration, trouvent leur origine, entre autres, dans la poursuite d'un modèle de croissance peu favorable aux couches sociales démunies et partant moins propice à l'inclusion sociale.

Tenant compte de ce qui précède, la BAD recommande aux pays de la région d'accorder une importance cruciale à la cohésion sociale à travers la poursuite de politiques publiques intégrées visant non seulement la réduction de la pauvreté absolue, mais aussi le développement de mécanismes efficaces en matière de répartition des fruits de la croissance. A cet effet, la création d'emplois, l'investissement dans le capital humain et le renforcement des infrastructures constituent des leviers structurants à même d'aboutir à un développement humain harmonieux et équilibré.

La baisse du taux de la pauvreté en Afrique du Nord cache des disparités à l'échelle régionale qui sont dues à la répartition inégale des fruits de la croissance économique



Future Prospects for Industrial Biotechnology OCDE, 2011

Source : http://www.oecd-ilibrary.org/science-and-technology/oecd-science-technology-and-industry-scoreboard-2011_sti_scoreboard-2011-en

Tags: Science | Technologie | Biothénologie industrielle |

Ce rapport de l'OCDE, consacré aux perspectives des biotechnologies industrielles, explore les développements possibles dans ce domaine sur le plan scientifique, économique et réglementaire...

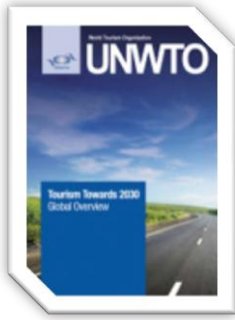
Selon l'OCDE, le marché mondial des biotechnologies se chiffre aujourd'hui à près de 60 milliards d'euros par an et pourrait tripler d'ici à 2030. Les produits chimiques fabriqués à partir de dérivés du pétrole pourraient être remplacés par des procédés biotechnologiques basés sur la biomasse végétale.

La biotechnologie orientée vers la chimie connaît une émergence notable sur les marchés mondiaux. L'essor de ces nouvelles synthèses opérationnelles conduirait progressivement à la mise en place de nouvelles usines intégrées produisant à la fois des produits chimiques, du gaz de synthèse et des biocarburants.

Le développement des bioraffineries permettrait, à l'horizon 2030, la production de plusieurs produits chimiques et énergétiques, ce qui éviterait la rupture des chaînes d'approvisionnement et réduirait les coûts de transport. La Chine, le Brésil et les Etats-Unis figurent parmi les pays qui investissent massivement dans ce domaine.

Le marché mondial des biotechnologies se chiffre aujourd'hui à près de 60 milliards d'euros par an et pourrait tripler d'ici 2030

L'OCDE recommande la poursuite de politiques favorables à l'essor des biotechnologies, à travers le développement des investissements en recherche et développement (R&D) dans ce domaine, au-delà de l'industrie pharmaceutique. De plus, le développement des biotechnologies industrielles nécessite la mise en œuvre d'incitations fiscales et réglementaires appropriées, à l'instar de ce qui est pratiqué dans le domaine des aux biocarburants.



Tourism Towards 2030 Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)

Source : www.unwto.org

Tags: Economie | Tourisme | Prospective |

À travers ce rapport de prospective, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) dresse les perspectives d'évolution du tourisme international à l'horizon 2030. Les scénarios élaborés se basent sur les prévisions de croissance de l'activité économique mondiale, les flux touristiques internationaux et le coût des transports enregistrés lors de ces trois dernières décennies.

Le seuil d'un milliard de touristes serait dépassé en 2012, contre 940 millions en 2010. Ce chiffre pourrait atteindre 1,8 milliard en 2030

D'ici à 2030, le tourisme international connaîtrait une forte expansion, grâce à l'afflux de 43 millions de touristes supplémentaires par an, soit une croissance moyenne de 3,3%. A ce rythme, le seuil d'un milliard de touristes serait dépassé en 2012 (940 millions en 2010). Cette tendance est appelée à se poursuivre d'ici à 2030 où le nombre de touristes atteindrait 1,8 milliard, ce qui équivaut à un flux de près de 5 millions de touristes par jour.

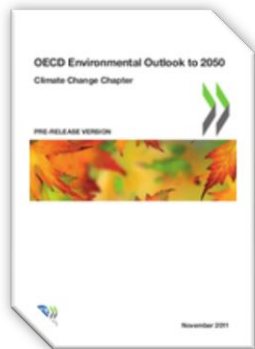
Les destinations vers les pays émergents devraient s'intensifier deux fois plus vite (4,4% par an) que celles vers les pays avancés (2,2% par an). D'ici à 2015, Les économies émergentes d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe Centrale et Orientale, du Sud-Est de la Méditerranée, du Moyen-Orient et

d'Afrique pourraient accueillir en moyenne chaque année 30 millions de touristes de plus, contre 14 millions pour les destinations traditionnelles des économies développées d'Amérique du Nord, d'Europe ou encore d'Asie et du Pacifique.

La part de l'Europe sur le marché touristique mondial s'inscrirait en baisse, passant de 51% en 2010 à 41% en 2030, L'Europe resterait, malgré ce recul, le leader du tourisme mondial, suivie de l'Asie et du Pacifique, avec une part de marché de 30%.

L'OMT estime, qu'en 2030, l'Asie du Nord-Est serait la sous-région la plus visitée au monde. Celle-ci s'accaparerait 16% des arrivées touristiques mondiales, devançant ainsi l'Europe du Sud et les pays de la Méditerranée.

Enfin, l'OMT met en exergue le rôle important que pourrait jouer le secteur touristique en tant que levier de la croissance économique mondiale et source d'innovation favorisant le développement humain et la protection de l'environnement.



OECD Environmental Outlook to 2050 - Chapter on Climate Change

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) , 2011

Source : <http://www.oecd.org/dataoecd/32/53/49082173.pdf>

Tags: Environnement | Changement climatique | Prospective

Le changement climatique est une réalité avérée. Ses effets attendus à l'horizon 2050 seraient dévastateurs sur tous les plans, menaçant de ce fait la survie même de l'Homme.

En effet, en l'absence d'un engagement ferme de la part des gouvernements en faveur de modèles de développement prônant le retour à la sobriété, l'OCDE prévoit un doublement des émissions mondiales de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. L'OCDE souligne également que le mix énergétique mondial ne devrait pas connaître de changement notable à cet horizon, dans la mesure où la part des énergies fossiles se maintiendrait à 85 % du total. Dans ces conditions, la concentration d'équivalent CO₂ dans l'atmosphère pourrait atteindre 685 ppm, soit un taux ne favorisant pas la concrétisation de l'objectif fixé par la communauté internationale, consistant à limiter à 2 °C l'augmentation de la température ambiante du globe.

Par ailleurs, l'OCDE estime que le quadruplement du PIB mondial en 2050, engendrerait un coût d'atténuation estimé à 5,5% du PIB mondial. De ce fait, la lutte contre le changement climatique

s'accompagnerait d'une décélération de la croissance du PIB mondial qui évoluerait à un rythme estimé entre 3,5% à 3,3% par an d'ici à 2050.

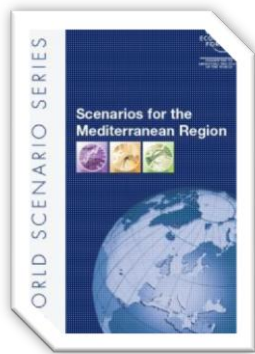
En vue de minimiser le coût d'atténuation et d'atteindre l'objectif de 2°C, des solutions technologiques novatrices en matière de réduction des émissions de GES devraient être mises en œuvre à grande échelle, notamment

dans les grands pays pollueurs. A cet effet, le rapport souligne qu'en l'absence de technologies de séquestration du

carbone, le coût d'atténuation (objectif de 2 °C) s'accroîtrait d'un tiers. Il augmenterait de près de 50 % en cas d'abandon de l'alternative du nucléaire, et pourrait s'élever à plus de 100 % si les solutions d'amélioration de l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables se développaient à un rythme très lent.

Pour cela, le rapport exhorte les pouvoirs publics à accélérer la mise en œuvre de leurs politiques d'atténuation et d'adaptation, convenues dans le cadre multilatéral et ce, dans le but de contenir l'accroissement des coûts liés à la dégradation des conditions environnementales.

Le quadruplement du PIB mondial prévu par l'OCDE, en 2050, présenterait un coût d'atténuation estimé à 5,5% du PIB mondial



Scenarios for the Mediterranean Region Forum Economique Mondial (FEM), 2011

Source : <http://www.weforum.org/reports/scenarios-mediterranean-region>

Tags: | Politique | Géoéconomie | Méditerranée |

Ce rapport, élaboré par le Forum Economique Mondial (FEM), dresse un état des lieux de la compétitivité de la région méditerranéenne et les incertitudes qui brouillent l'avenir de cette région dont notamment la situation sociopolitique tendue, les tensions qui pèsent sur les ressources naturelles et le niveau préoccupant du chômage.

Le FEM a élaboré trois scénarios relatifs aux perspectives à moyen-long terme de cette région. Dans le premier scénario qualifié de « montée de l'Afrique méditerranéenne », l'introversion de l'Europe, sous l'effet de multiples difficultés structurelles, favoriserait une ouverture élargie de la rive sud de la Méditerranée sur les pays de l'Afrique subsaharienne, en vue de tirer profit de la dynamique de la croissance économique du continent à travers notamment le développement du commerce Sud-Sud.

Le deuxième scénario, baptisé « pénurie des ressources », se base sur le fait que l'accélération du rythme de la croissance dans les pays de la région méditerranéenne occasionnerait une

forte dégradation des équilibres environnementaux. A l'horizon 2030, les pays de cette région, bien qu'à des degrés variables, seraient exposés à la pénurie d'eau, au risque de l'insécurité alimentaire et au tarissement des ressources énergétiques. Ces évolutions défavorables ne manqueraient pas d'alimenter un climat d'instabilité sociale dans les pays fortement vulnérables.

Dans le troisième scénario, dit « la mobilité verte », le FEM prévoit un renforcement de l'intégration politique et économique en Méditerranée, à travers la création d'un marché régional de l'emploi, exploitant les complémentarités démographiques régionales, et la mise en place d'un partenariat régional dans le domaine des énergies renouvelables.

Quelque soit le scénario retenu, l'exploitation optimale des complémentarités démographique, économique et énergétique entre pays méditerranéens reste la seule voie possible pour dissiper les incertitudes régionales et rehausser le niveau de la compétitivité internationale de cette région.

L'avenir de la Méditerranée est tributaire de la concrétisation des complémentarités démographique, économique et énergétique entre pays méditerranéens

INDEX DES TAGS

I

Changement climatique 7

B

Biothénologie industrielle 5

D

Développement humain 3

Durabilité 3

E

Économie 6

Environnement 7

Équité 3

G

Géoéconomie 8

I

Industrie 5

Inégalité 4

M

Maroc 4

Mauritanie 4

Méditerranée 8

P

Pauvreté 4

Politique 8

Prospective 6, 7

S

Science 5

Société 3, 4, 6

T

Technologie 5

Tourisme 6

Tunisie 4